



Madame la Présidente,

Le 13 novembre dernier, la première convention de la DINR s'est tenue à Bercy. Présenter son service devant un auditoire - serait-il composé de nos collègues de travail - n'est pas nécessairement un exercice évident ou facile et nous félicitons celles et ceux qui sont intervenus pour présenter les différents services de notre nouvelle direction avec sérieux et fantaisie.

Pour travailler avec nos collègues dans les services, nous sommes les premiers à savoir que tout n'est pas parfait. Mais, nous sommes très satisfaits de constater que la direction où nous travaillons est reconnue pour ses compétences, la lisibilité de ses missions et sa forte technicité par les usagers et par ses différents interlocuteurs.

C'est le volontarisme et le professionnalisme de tous nos collègues qui travaillent dans les différents services qui fut à l'honneur à travers les témoignages des différents intervenants. c'est une marque de reconnaissance à laquelle nous sommes sensibles...et qui en appelle d'autres...et vous connaissez nos revendications en matière indemnitaire suite à la création des nouvelles directions.

Mais le 13 novembre demeure aussi une date cruelle pour beaucoup. De nombreuses menaces de natures diverses planent fortement sur les habitants et également ce qui fait et structure la France les collectivités, les administrations et particulièrement sur la DGFIP. Elles sont de natures diverses et nous ne ferons naturellement pas des rapprochements infondés et hasardeux mais au terme de cette déclaration, nous en tirerons une conclusion.

La première fois que j'ai été confronté au terrorisme, c'était en 1980 après l'attentat contre la synagogue Copernic et j'étais à la manifestation aux côtés de Simone Veil. Ce ne fut malheureusement pas la dernière fois car le terrorisme s'est malheureusement installé y compris voire surtout pour tenter de nous atteindre dans notre quotidien que ce soit dans les transports, les lieux de loisir ou, et c'est le sujet ici, de travail.

Sur ce sujet comme sur ceux qui touchent à notre sécurité individuelle et collective nous ne nous habituerons jamais à vivre avec. Au contraire, notre organisation syndicale regroupe des femmes et des hommes dont les idées sont diverses mais qui sont de fervents défenseurs d'un état fort et volontariste dans le domaine sécuritaire car nous ne savons que trop ou mène le laxisme, l'impunité mais aussi les ambiguïtés et les dérives de

certaines organisations ou associations qui, par idéologie ou par bêtise – ce qui n'est pas très différent au fond – en arrivent parfois à expliquer voire légitimer ce qui ne peut pas l'être. Pour nous qui sommes nombreux à venir du monde ouvrier, nous savons que les injustices, les inégalités doivent être combattues et nous nous y employons, par le vote et d'autres moyens légaux mais certainement pas par la violence. Jean Paul II affirmait que la prétention qu'a le terrorisme d'agir au nom des pauvres est une flagrante imposture et Kofi Annan déclarait que de tels actes ne peuvent jamais se justifier quelque raison que l'on puisse faire valoir,

A Force Ouvrière, nous apprécions les discours clairs, fermes, responsables et raisonnables. Ainsi, en 2016, la Confédération européenne des syndicats et la Confédération syndicale internationale choisirent la capitale française pour rendre hommage à toutes les victimes du terrorisme, partout dans le monde. Au nom de FO, Jean-Claude Mailly, avait souligné le « pacte républicain », avec ses trois piliers : « Liberté, égalité, fraternité », auquel il a ajouté un quatrième : la laïcité. Ce sont des valeurs qui nous rassemblent avec nos collègues et amis qui travaillent notamment dans les différents services régaliens et particulièrement dans les forces de l'ordre. Nous ne nous habituerons donc jamais à vivre avec le terrorisme, de même, nous ne nous habituerons jamais à vivre dans une France qui subit les violences, les communautarismes, l'antisémitisme ou les racismes. C'est ça vivre en République.

Alors, si nous sommes ici, c'est donc qu'il y a donc des menaces potentielles et réelles qui pèsent sur les administrations, les collectivités qui représentent et symbolisent la France. C'est aussi pour ça pour ce motif que le service public doit s'affirmer réellement et pas que virtuellement sur le territoire et qu'en les affaiblissant, on affaiblit en fait la France. Nous savons que la première des libertés est la sécurité. Nous savons que les principes républicains ne sont pas menacés mais renforcés quand la sécurité est assurée et nous laissons à d'autres les débats byzantins ou les droits de l'Homme que nous défendons sont souvent et malheureusement bien dévoyés.

Dès la Libération, le Service Public, l'Administration furent des piliers essentiels de la reconstruction de la France sous l'impulsion du Général de Gaulle et de celles et ceux qui venaient de la Résistance. Nous sommes les héritiers de cette période et nous sommes partisans d'un service public aux missions bien définies et d'un service public ambitieux.

Nous pouvons décliner cette approche et ainsi, à notre niveau, c'est une des raisons pour lesquelles nous nous sommes prononcés favorablement et clairement en faveur de la scission de la DRESG.

Mais, l'Administration a besoin d'un Etat qui sait où il va et ne s'égarer pas, stable et qui se donne les moyens de répondre efficacement à tous les défis de l'époque. Or, de lourdes menaces pèsent sur les administrations et les fonctionnaires. A Force Ouvrière, nous savons que les vérités technocratiques sont bien loin de celles que nous vivons dans le monde réel. Georges Clemenceau définissait les hommes absurdes comme ceux qui ne changent jamais. Or, ceux qui ne changent pas, ce sont ceux qui ne doutent jamais, qui ne sont que certitudes et idéologies et n'est-ce pas ce qui nous amène à la situation générale actuelle.

Nous évoquons naturellement des sujets graves et majeurs comme le statut des fonctionnaires, la volonté de contractualiser la fonction publique, la part octroyée au privé au détriment de l'intérêt général, la hausse des prélèvements y compris fiscaux alors que le vrai sujet et donc le vrai changement serait de nous donner les moyens de mieux combattre l'optimisation et l'évasion fiscale.... et nous pourrions évoquer tant d'autres sujets de forts mécontentements comme les retraites, les carrières ou les rémunérations pour prendre simplement ces exemples.

S'agissant des travaux qui relèvent de nos Directions, en ce qui concerne la DINR, nous rappelons nos questions que nous avons exposé à différentes reprises sur différents chantiers et évolutions des services ou nous travaillons comme l'exit tax et sur le prélèvement à la source que nous allons évoquer.

Dans cette cohérence et cette logique, nous sommes pour un état fort, c'est-à-dire stable et qui se donne les moyens de répondre efficacement à tous les défis de l'époque. Ainsi , en cette période dangereuse et anxiogène ou nous en sommes donc désormais rendu à être obligés de sécuriser nos lieux de travail, comment comprendre, comment concevoir que le gouvernement casse, fragilise et précarise la fonction publique alors qu'il faudrait faire l'inverse.

Montaigne disait que l'amitié se nourrit de communication. Mais c'était dans les Essais en 1580...Ce n'est plus vraiment le cas ces temps-ci. Nous allons évoquer la charte Marianne. S'il est nécessaire de disposer d'indicateurs, d'améliorer le service rendu aux usagers qui est le but de celles et ceux qui travaillent dans les services, nous savons faire la part des choses entre ces objectifs sains et ce qui relève essentiellement d'une forme de communication moins amicale. Là encore, les attentes citoyennes ne sont pas nécessairement celles des technocrates et les réalités, ce ne sont pas que des statistiques

Pour conclure, nous nous situons dans ce qu'exprimait le Général de Gaulle qui expliquait qu'il venait à l'Orient compliqué avec des idées simples. Il ne peut en effet y avoir deux logiques contradictoires ou

itinérantes même pour les amateurs éventuels des pensées dites complexes et qui gagneraient à l'être moins ou pour les amateurs de pensées trop simplistes. C'est la raison pour laquelle, nous sommes cohérents quand nous affirmons que défendre la République qui est notre bien commun à tous, c'est renforcer les services grâce à laquelle elle existe et défendre, comme nous le faisons en tant que citoyens, que fonctionnaires et ici en tant que représentants de nos collègues—sans outrage et sans compromission – nos valeurs républicaines.

Les représentants FO DGFIP au Comité Technique Spécial du 15 novembre 2018.